

Je lis le commentaire suivant dans un de nos journaux travaillistes :

La seule explication satisfaisante est que le Pacifique-Canadien augmente son capital d'un huitième afin de pouvoir diviser l'excédent de profits accumulé et d'empêcher que ces excédents ne s'accumulent à l'avenir de façon à être cause d'une accusation d'extorsion et d'une demande de diminution des prix de transport. Et pendant ce temps la commission des chemins de fer s'amuse à des détails insignifiants tels que les traverses à niveau.

De crainte qu'on ne prenne ces phrases pour une affirmation exagérée d'un journal travailliste radical, qu'on me permette de citer un passage d'une lettre d'un excellent ami libéral, avocat à Winnipeg, sur ce sujet. Il y est dit :

Les sociétés exploitant des services d'utilité publique ne devraient pas partager avantageusement parmi leurs actionnaires leurs émissions d'actions. On devrait les forcer à vendre leurs nouvelles actions au public en général et au meilleur prix possible, autrement les administrateurs de ces sociétés ont tout le bénéfice de la vente de ces émissions.

Je me demande pourquoi le Gouvernement ne peut pas faire adopter une loi qui s'inspirerait de cette idée.

Le discours du trône nous apprend qu'on établira des "relations commerciales plus avantageuses entre le Canada et certains pays étrangers". J'espère que le Gouvernement saisira la première occasion d'expliquer à la Chambre pourquoi il a rompu les relations avec la Russie. On n'a pas accusé les représentants des Soviets au Canada de menées répréhensibles. Dans une déclaration remise aux journaux, le premier ministre a nié de telles accusations. Qu'on me permette de lire ce commentaire du *Manchester Guardian* sur la décision du gouvernement anglais de rompre les relations avec la Russie :

Le commerce britannique peut-il en bénéficier? Bien au contraire. L'Europe en général sera-t-elle plus calme à la suite de cet élargissement du fossé qui sépare la Grande-Bretagne de la Russie? Certes non.

Et encore ceci :

On doit se demander qui, de nous ou de la Russie, a le plus souffert des guerres d'intervention après l'armistice. Si nous voulons maintenant tenter dans le domaine économique ce que nous n'avons pu réaliser par la force des armes, les conséquences seront probablement aussi coûteuses pour nous, pour la Russie et pour la paix de l'Europe.

Pourquoi le gouvernement libéral du Canada lierait-il son sort à celui du parti conservateur anglais?

Le ministre des Chemins de fer (l'hon. M. Dunning) est à son siège. Je désire lui présenter un avis au sujet du chemin de fer de la baie d'Hudson. En passant, je me permets de le féliciter de la promptitude avec laquelle il a confié à des gens compétents le soin

d'étudier la question des têtes de ligne de ce réseau. Parmi les immigrants les plus respectés de l'Ouest, figurent les Islandais, venus au Canada il y a plus de cinquante ans. Certains d'entre nous ne se rappellent peut-être pas que la prétention de ce peuple à la véritable découverte de l'Amérique, à l'époque où Leif Ericson traversa l'Atlantique, est en réalité assez bien établie. Dans deux ans, le peuple islandais se propose de célébrer le millième anniversaire de l'établissement en Islande des institutions parlementaires à la moderne. Un grand nombre retourneront dans leur pays pour participer à ces fêtes. Si le ministre m'en croyait, ne fût-ce que dans un but de publicité, il offrirait d'envoyer une députation de ces gens en Islande, à bord d'un navire de la marine commerciale, par voie de Fort-Churchill. Comme disent les journaux, cela mettrait certes Fort-Churchill en évidence sur la carte.

Nous apprenons que les ministres "continuent leurs négociations avec les provinces des prairies, en vue de réintégrer celles-ci dans la possession de leurs ressources naturelles". Je ne saurais dire que ce soit là précisément du nouveau. En fait, j'ai peur que si les négociations se prolongent encore beaucoup, il ne reste rien à rétrocéder. Sans plaisanterie, nous risquons de nous dépouiller de nos grandes ressources naturelles du nord, et j'espère qu'au moment opportun, le ministère nous révélera au juste pourquoi le syndicat Whitney a été dispensé de toute redevance durant vingt ans. Je relève l'entreilet suivant sur cette question, paru dans la *Canadian Mining Reporter* :

La chose est mauvaise en principe. Ce n'est pas parce que la concession de Flin-Flon est faite à des capitalistes étrangers. L'affaire exhalerait une aussi mauvaise odeur si un groupe financier purement canadien recevait pareil cadeau sur un plateau. Ce que nous condamnons, c'est l'abandon de notre héritage canadien à qui que ce soit par le gouvernement.

Nous abordons ici vraiment la question plus étendue de la disposition des ressources naturelles. Dans cette même région septentrionale, nous possédons les chutes de White Mud. A mon sens, la maîtrise de la force hydraulique des chutes White Mud est une question aussi importante que celle qui se pose l'an dernier relativement au projet de canalisation de la baie Géorgienne. Pourquoi aliéner ces ressources aussi inconsidérément? L'autre jour, je suis tombé sur un article de *Nation Business*, livraison d'octobre, intitulé: "Pourquoi nos fabriques s'établissent outre-frontière". L'auteur est M. Floyd S. Chambers, directeur du *Financial Post*, de Toronto. Il mentionnait les 1,400 succursales de fabriques américaines au Ca-